L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 17 JANVIER 1896. Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 17 JANVIER 1896.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

Les étrangers et le commerce à la Nouvelle-Orléans.

Il n'est pas d'étrangers qui, après un séjour de vingt-quatre, de quarante-huit heures tout au plus, à la Nouvelle-Orléans, ne secouent la tête en signe de doute et de pitié, et ne vous disent nettement, franchement, qu'il n'y a rien à faire ici, que ce n'est pas une ville de progrès et qu'elle est de cinquante ans en arrière, sur les autres grands centres de population du nord et de l'ouest de l'Union.

Si ce sont de simples touristes qui viennent chez nous, pour s'y distraire, un instant, à l'époque du Carnaval, et observer ce qui s'y passe, ils vous diront crûment : "Vos rues sont d'une saleté abominable ; vos chaussées sont dans un état épouvantable. Quant à vos trottoirs, c'est à croire qu'on les a construits, tout exprès pour y interdire la circulation. Que faire dans une ville où il n'y a pas de voirie ? Nous en avons assez vu comme cela ; nous sommes fixés sur l'avenir de votre ville ; nous nous garderons bien d'y remettre les pieds."

Si ce sont des hommes d'affaires, de gros commerçants, ils dirigent leurs attentions sur les quais de ce port si renommé au loin de la ville du Croissant.

Tout d'abord, ils y cherchent ce fameux Croissant, qu'ils n'y découvrent que difficilement, dans lequel ils ne voient que vide et désolation. Tout le commerce de la ville s'est porté hors de la ville, au-dessus, le long d'un immense angle sortant, qui décentralise et divise toutes les affaires, et les complique, au lieu de les simplifier.

Certains s'imaginent trouver le foyer du commerce et des échanges, au-dessous de la ville, du côté du golfe qui est, en effet, le débouché de toute la Vallée du Mississipi, la grande voie qui fait communiquer vingt-cinq à trente de nos Etats sur quarante, avec le reste du globe, avec l'Amérique Centrale, avec l'Amérique du Sud, avec toutes les contrées d'Europe. Point. De ce côté-là, c'est le désert le plus complet.

Le gouvernement de l'Union n'a pas commis cette sottise énorme, quand il a établi ses casernes et son quai, au-dessous de la cité, quand, récemment encore, il a choisi la partie inférieure d'Alger pour y installer son chantier de marine. Il est si prodigieusement absurde et funeste, le mouvement qui semble vouloir faire, de force, remonter le fleuve vers sa source, au lieu d'en suivre intelligemment le cours, qu'il s'est formé une association pour créer un nouveau port, au-delà des abattoirs, près de la plaine Chalmette, afin de faire au port supérieur, qui est une entrave, une concurrence qui deviendra bientôt plus grave qu'on ne le pense. Et ce n'est pas nous qui nous en plaindrons ; il est grand temps, en vérité, de réagir contre une tendance aussi désastreuse.

Mais ce qui frappe le plus l'étranger, l'homme d'affaires, c'est que, étant donné un port comme le nôtre qui, devrait être le rendez-vous de tous les navires du monde, le centre de toutes les communications entre les deux Amériques, au lieu d'y encourager la venue de tous les batiments marchands, de toutes les lignes ferrées de l'Union, on s'est ingénié, jusqu'ici, à tout entraver, à tout charger de droits ruineux qui forcent le commerce à chercher, partout ailleurs, un port moins inhospitalier.

On vient, enfin, de comprendre à quelles conséquences funestes conduisait cette absurde politique. Plus d'entraves, bientôt, aux navires ou aux chemins de fer ; plus de ces lourds droits de quayage qui faisaient fuir les navires étrangers. Nous n'avons encore, jusqu'ici, à signaler que de demi-mesures ; mais, une fois lancés sur la voie du progrès, il est à espérer que ceux qui dirigent nos affaires, ne s'arrêteront pas à moitié chemin. Le jour où le grand négoce saura trouver ici toutes les facilités qu'il réclame, en vain, depuis tant d'années, notre port changera de face ; il deviendra le second port de l'Union et pourra engager avec New York une rude concurrence.

HEUREUX MÉDECINS !

La fin de l'année est l'époque habituelle à laquelle les médecins réclament à leurs clients le montant de leurs honoraires. A ce sujet, un journal de New-York donne quelques détails sur la libéralité avec laquelle les millionnaires américains rétribuent leurs médecins, et il cite un certain nombre d'exemples : un docteur célèbre de la ville a reçu 87,000 dollars pour avoir soigné pendant deux ans la fille d'un richissime Americain ; un autre docteur a reçu 60,000 dollars pour avoir accompagne son malade pendant un voyage sur mer de six mois environ. La moindre opération, celle qui est la moins délicate et qui prend le moins de temps, une injection de morphine ou de cocaine par exemple, se paye couramment 2,000 dollars. Un spécialiste pour les malades d'oreilles s'est fait payer 5,000 dollars pour aller de New-York à Saint-Paul et un de ses confrères en a touché 25,000 pour aller de Philadelphie à San Francisco. A ce prix, il semble que l'exercice de la médecine offre quelques avantages !

LE CERVEAU DE GAMBETTA.

Les amis du tribun se sont réunis dernièrement pour célébrer l'anniversaire de sa mort.

A ce sujet, il nous paraît curieux de noter que le cerveau de Gambetta, après son autopsie faite par les docteurs Fieuzal et Laborde, fut placé dans un récipient de cristal plein d'alcool et déposé dans une des vitrines de la collection de la Société d'anthropologie, situées au quatrième étage de l'ancien réfectoire des Cordeliers, à l'Ecole pratique de la Faculté de médecine, au-dessus du musée Dupuytren.

La notice qui le concerne est ainsi conçue :

Léon Gambetta, homme politique, mort le 31 décembre 1882, d'une péritythlite, à l'âge de quarante trois ans. Gambetta fut, avant tout et pardessus tout, un orateur..... Or, on constate un développement extrême de la troisième circonvolution frontale gauche, *tel que jusqu'ici il n'en a pas été signalé de semblable*

Cette partie du cerveau préside à la fonction du langage articulé, ainsi que l'a démontré le savant professeur Broca.

RECONNAISSANCE ROYALE.

Le roi de Portugal a inauguré récemment la session parlementaire par un discours dans lequel il s'est montré très reconnaissant de l'excellent accueil qu'il avait trouvé en Espagne, en France, en Allemagne et en Angleterre pendant son voyage, tout en exprimant le regret que des circonstances, qu'il ne qualifie pas, l'aient empêché de visiter l'Italie. En ce qui touche la politique intérieure, le jeune souverain a annoncé beaucoup de projets de loi et un entre autres sur la responsabilité ministérielle. Il faut l'entendre sans doute de la responsabilité vis-à-vis du roi, car pour ce qui est de la responsabilité parlementaire, on ne saurait en parler sérieusement dans un pays où la Constitution n'est qu'un vain chiffon de papier et où, au meilleur moment, le pouvoir exécutif se met au-dessus du pacte constitutionnel, le modifie au besoin et, en tout cas, légifère sur toutes les matières sans que rien l'arrête. Du reste, les Portugais s'accommodent de ce régime et depuis que le roi résume de temps en temps tous les pouvoirs, les révolutionnaires, qui avaient pris une certaine prépondérance, ont perdu beaucoup de terrain.

LETTRE DE MADAGASCAR.

De Tananarive un correspondant écrit :

Chaque jour, le corps expéditionnaire fournit une garde d'honneur à S. M. la reine Ranavalo Manjaka. Je suis allé, aujourd'hui, visiter le poste où est établie cette garde, dont on m'a signalé la mauvaise installation. Il occupe un véritable taudis, dans le voisinage du palais, où les soldats doivent passer vingt-quatre heures dans de déplorables conditions hygiéniques et où ils ont le désagrément d'être dévorés par les puces.

Le lieutenant Laporte, qui le commande, m'a montré ses bras et son cou, ainsi que ceux de ses hommes, couverts de morsures. Tous ne paraissaient que médiocrement enthousiasmés du triste avantage qui leur était fait de servir de garde d'honneur à la reine vaincue, car ils s'imaginaient que leur situation de vainqueurs leur réservait de moins désagréables surprises.

D'ailleurs, tout le corps expéditionnaire cantonné à Tananarive commence à être révolté du rôle humiliant qu'on lui fait jouer et des corvées avilissantes auxquelles on le soumet.

—Si nous étions vaincus et si nous étions prisonniers ici, ce ne serait pas pire.

Ainsi, l'ex-premier ministre, qui est prisonnier dans sa superbe villa de Tsarasotra, est gardé par une compagnie de soldats.

Cette compagnie fournit un poste qui est obligé de rendre à cet homme, qui est notre mortel ennemi, les mêmes honneurs qu'à un ministre français. Et il paraît que cela plaît beaucoup au bonhomme, car il sort plus de vingt fois par jour (quel étrange prisonnier cela fait !) pour avoir la satisfaction de se faire présenter les armes par les soldats français qu'il prend évidemment pour des pantins.

Mais ce n'est pas tout. Ici, c'est le gouvernement malgache qui commande, et c'est nous autres qui obéissons. Ainsi, dernièrement, l'autorité malgache, conseillée évidemment par le parti protestant qui est très fort, a obligé l'autorité française à faire fermer les débits de boisson. Donc, si un commerçant veut s'établir à Tananarive, il est obligé d'en demander l'autorisation au gouvernement malgache. Avis aux intéressés.

Pour que le général Duchesne, qui a une réputation de fermeté, tolère un pareil état de choses, il faut que sa situation à Tananarive soit bien précaire et qu'il se sente un peu à la merci des Hovas. En réalité, nous ne jouons nullement un rôle de vainqueurs ici, et nous sommes plutôt dans la situation de prisonniers.

La fête du Bain de la Reine doit avoir lieu bientôt. A cet effet, croirait-on que l'autorité militaire, pour offrir un bouquet à la reine, a fait circuler une liste de souscription *parmi les officiers français*, qui ont été outrés par cet acte de plate courtisanerie ?

Dans une prochaine lettre je rendrai compte de cette fête.

Le Pays et ses Habitants.

Je vais rapidement et en quelques lignes donner les résultats des enquêtes auxquelles je me suis livré sur le pays, les habitants, la colonisation, les réformes à introduire, et le parti qu'il est possible de tirer de notre conquête.

La population de l'Imerina comprend trois castes, nobles ou Andriana, roturiers ou Hova et serfs ou Andevo. La première classe de la noblesse est en possession de fiefs importants non héréditaires ; elle est constituée par des roturiers titrés par la reine pour des services rendus à l'Etat. La deuxième classe a des fiefs héréditaires avec droit de prélever des redevances. Elle comprend les descendants des anciens rois qui ont dû subir le joug d'Andrianampoinimérina, le fondateur de l'unité nationale dans l'Imérina. Les roturiers comprennent tous les habitants libres de la même origine que les nobles. Les quatre premières classes serves sont affranchies depuis une quinzaine d'années par la reine ; les deux dernières, les Zuzahova (enfants de hova et femmes serves) sont attachés à la glèbe et sont la propriété des seigneurs. Ils aspirent ardemment à leur liberté et ils l'attendent des Français.

La propriété appartient à la reine, qui daigne laisser l'usufruit à ses sujets. Ceux-ci payent un impôt personnel et un impôt en nature, représentant environ le quart de leur récolte de riz. Cet impôt est peu élevé, et il serait possible de l'augmenter ; mais, pour cela, il serait sage de procéder progressivement.

L'esclavage.

La suppression de l'esclavage sera une conséquence de la conquête. Elle peut se réaliser sans amener de troubles. Il suffira d'indemniser les seigneurs par un moyen quelconque, soit en les exemptant d'impôts pendant un certain temps, ou en leur donnant une rente sur l'Etat malgache, soit en accordant aux esclaves le droit de se racheter eux-mêmes.

Actuellement, un esclave coûte environ 150 francs et une esclave 300 francs, lorsqu'elle est jeune. Ce dernier prix varie en raison de la plus ou moins grande beauté de la femme. Si l'esclave n'est pas employé au service de son maître [et c'est le cas du plus grand nombre], il est obligé de payer à celui-ci une redevance annuelle de 80 francs et, de plus, de gagner sa propre subsistance. Comme on le voit, c'est là, pour le maître, de l'argent placé à gros intérêts.

L'esclave travaillant pour son maître n'est pas malheureux : il est traité avec douceur, nourri convenablement et habillé—si toutefois un lamba et une chemise en rafia peuvent s'appeler un habillement.

La condition de l'esclavage n'a jamais ressemblé à celle faite jadis aux nègres des colonies, parce que Madagascar est un pays agricole sans débouchés pour ses produits. Un travail excessif ne pourrait enrichir le maître, laissé en possession de sa récolte sans espoir de vente.

Cette absence de débouchés tient à l'absence de voies de communication. Le riz et les autres produits agricoles peuvent être produits aux mêmes prix qu'aux Indes ; mais, dans cette dernière contrée, des voies naturelles permettent d'amener ces produits dans les ports de mer, tandis qu'à Madagascar ils doivent être portés à dos d'hommes, ce qui les met hors d'état de soutenir la concurrence.

Région boisée.

La région forestière qui existe à l'est de Tananarive, entre l'Imérina et la vallée du Mangoro, a une largeur variable entre 4 et 10 kilomètres.

Elle semble avoir été conservée comme barrière de protection du pays hova, que de grands espaces découverts ne couvrent pas, comme à l'ouest : il n'y a que 150 kilomètres de Ankeramadanika, premier village de l'Imérina, jusqu'à la côte est. Cette région boisée présente le caractère tourmenté de l'Imérina, contrairement aux forêts qui se trouvent sous les tropiques, elle n'offre que des arbres mal venus, inutilisables comme bois de construction.

Il est assez difficile de se prononcer sur la fertilité du sol dans l'Imérina, qui est laissé inculte, sauf dans les environs immédiats des lieux habités. Cela demande certaines études auxquelles je me livrerai plus tard.

Les principaux produits du pays sont la pomme de terre, la patate, la ramie, le café, le thé, le riz, et tous les légumes d'Europe près des centres habités par les blancs. Ils sont de belle venue, quoique la culture se fasse sans méthode et sans beaucoup d'engrais.

Dans l'Imérina, la densité de la population n'est que de 25 habitants par kilomètre carré et, dans les familles, la moyenne des enfants n'est que de deux. Ces nombres indiquent suffisamment qu'il y de la place pour un élément étranger colonisateur et que la vitalité de la race existante n'est pas à redouter. Comme l'Européen peut vivre et se perpétuer dans le pays, Madagascar est certainement appelé à devenir une bonne colonie de peuplement, à la condition, toutefois, que l'on n'y envoie pas de France des fonctionnaires qui, par des lois ou règlements absurdes, comme il arrive trop souvent dans nos colonies, apportent des entraves à la colonisation.

A quoi tient l'état de stagnation d'un jeune peuple entré dans la voie du progrès depuis une vingtaine d'années. Le sol produit tout ce qui est nécessaire à sa subsistance, le bétail abonde et les théories de Malthus ne sont pas connues. La seule raison que l'on puisse admettre est l'appauvrissement du sang par la maladie presque générale que les Malgaches appellent le *mal français* et que les Français appellent *mal de Naples*. Beaucoup d'enfants meurent en bas âge parce que leurs parents en sont atteints.

Les produits du sol.

Les produits agricoles pourraient être décuples si des colons hardis venaient s'établir dans l'Imerina, montrer leurs procédés de culture et indiquer l'emploi des instruments aratoires en usage en Europe. Le Hova ne connait d'autre instrument de culture qu'une espèce de bêche. La charrue, la herse, le hoyau, la pioche, etc., lui sont totalement inconnus ; l'utilisation du bœuf comme animal de trait n'a jamais germé dans son esprit. Le terrain se prêterait cependant à l'emploi de la charrue, de la herse, etc., qui remplacent si avantageusement la main d'œuvre de l'ouvrier agricole.

Lorsque la terre malgache aura été mise en production, elle rapportera largement de quoi entretenir une population au moins dix fois plus nombreuse que celle qui l'occupe actuellement.

Le Malgache est excellent cultivateur et il se formera rapidement à l'exemple de quelques colons intelligents. Lorsqu'il connaîtra des méthodes de culture autres que les procédés rudimentaires qu'il emploie, sa production sera peut-être centuplée. Et alors, pour écouler au dehors la récolte aujourd'hui entièrement consommée sur place, des voies de communication s'ouvriront.

Une bonne mesure qui développerait l'agriculture serait d'accorder des terrains aux *déshérités* (classes des serfs ou esclaves) qui, actuellement, n'ont pas le droit de posséder. De plus, on assurerait par là la tranquillité dans la colonie, car il n'y a pas de profession qui pousse plus l'homme à être paisible que celle de cultivateur dans un pays où la terre est riche.

Les curiosités du calendrier.

Aucun siècle ne peut commencer un mercredi, un vendredi ou un dimanche.

Le mois d'octobre commence toujours le même jour de la semaine que le mois de janvier, avril le même jour que juillet et décembre le même jour que septembre. Février, mars et novembre commencent le même jour de la semaine.

Mai, juin et août débutent, au contraire, à des jours différents les uns des autres.

Ces règles ne s'appliquent pas aux années bissextiles.

L'année ordinaire commence et se termine toujours par le même jour.

Enfin, pour terminer cette rapide revue des singularités de l'almanach, le même calendrier peut servir tous les vingt-huit ans.

Avis aux collectionneurs.

Chicago, siège de la Convention Nationale Démocratique.

Nous recevons, à une heure assez avancée de la nuit, des nouvelles assez intéressantes du Comité National Démocratique. Il vient de choisir le siège de la prochaine Convention Nationale Démocratique. La lutte a été chaude, il y a eu vingt-huit scrutins nuls.

C'est au vingt-neuvième seulement qu'il s'est déclaré une majorité absolue, en faveur de Chicago.

Voici les chiffres :

Chicago, 26 ; St-Louis, 24 ; Cincinnati, 1. C'est donc à Chicago que siégera la Convention Nationale Démocratique.

La Convention se réunira le 7 juillet. On avait proposé le 2 juin. Le 7 juillet a prévalu.

MODES PARISIENNES.

BEAUX COSTUMES DE RUE.

La robe à droite est en drap façon avec tuyaux en drap bleu pâle. Elle est ornée de broderies d'or.

Le costume de gauche est en drap sauge ; le gilet, les parements et les revers sont en drap bleu indigo ; la cravate et les manches sont en dentelle. Les deux chapeaux sont de la couleur des costumes.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES.

Le nouveau ministère canadien.

Presse Associée.

Ottawa, Canada, 16 janvier—Les nouveaux ministres ont été assermentés.

Les portefeuilles sont distribués de la façon suivante :

Premier ministre et président du conseil privé, Sir Mackenzie Bowell ; ministre des postes, Sir Adolph E. Caron ; ministre de la marine, M. John Costigan ; ministre des finances, M. George E. Foster ; ministre des chemins de fer et des canaux, M. John Haggart ; ministre des travaux publics, M. J. A. Ouimi ; ministre de l'intérieur, M. T. Magne Daly ; ministre de la justice, M. A R. Dickey ; secrétaire d'Etat, Sir Charles Topper ; ministre de l'agriculture, docteur Montague ; ministre du commerce, M W. B. Ives ; contrôleur des douanes, M. John F. Wood ; contrôleur des contributions, M. E G. Prior ; ministre de la milice, M. A. Desjardines.

Le poste de l'avocat-général est toujours vacant.

Au Salvador.

Presse Associée.

New York, 16 janvier — Dépêche de Panama au *Herald*. On annonce à Panama que le Barclay Golden, portant les membres de l'expédion d'Antonio Ezeta, a quitté Punta Arenas et fait voile pour Panama.

Beaucoup d'exilés de San Salvador sont arrivés à Panama, y compris quatorze femmes.

Le correspondant de San Salvador du *Herald* annonce que le Président a nommé D E. Rafael Lopez ministre au Mexique

AU CHILI.

Rapport démenti.

Presse Associée.

New York, 16 janvier—Dépêche de Valparaiso, Chili, au *Herald*.

Le rapport envoyé de Lima, Pérou, à Valparaiso, annonçant que des forces chiliennes ont reçu l'ordre d'occuper les passes des Andes sur la frontière de la République Argentine, est faux. Le gouverneur de la province où devrait être faite toute démonstration hostile dément cette rumeur, et des informations privées confirment ce démenti.

Cette rumeur a, dit-on, été lancée à la Bourse dans un but de spéculation.

Le Conseil d'état du Chili a accepté un projet de loi devant être présenté au Congrès, pour l'achat de la ligne de chemin de fer de Coquimbo.

Le général Reyes, président du sénat, est un des nouveaux candidats à la présidence.

L'Opinion de la Gazette de St-James.

Presse Associée.

Londres, 16 janvier—Dans ses commentaires du discours prononcé hier soir à Manchester par le premier lord de la Trésorerie, l'honorable A. J. Balfour, la *Gazette de St-James* s'exprime ainsi cette après-midi :

M. Balfour n'a donné aucun encouragement aux diplomates amateurs qui tentent de faire croire aux Américains que nous sommes dans le tort et que nous finirons par mettre les pouces.

Ceux qui ont été conduits à croire que le marquis de Salisbury a l'intention de demander au gouvernement de Washington d'être assez bon pour servir d'arbitre ou de conciliateur se trompent grandement, et nous espérons sincèrement qu'ils ne pourront réussir à faire l'opinion américaine accepter cette erreur.

Le nouvel évêque de Sioux Falls.

Presse Associée.

Rome, 16 janvier—Le révérend père O'Gorman est nommé évêque de Sioux Falls, Dakotah du Sud.

A Buenos Ayres.

Presse Associée.

Buenos Ayres, 16 janvier—La Chambre des Députés a voté la loi accordant une prime au sucre destiné à l'exportation.

AUX ILES SANDWICH.

Volcan en Eruption.

Voyage du Président Dole.

Presse Associée.

San Francisco, 16 janvier—Le Mariposa, arrivé ce matin à San Francisco, apporte d'Honolulu les nouvelles suivantes datées du 9 janvier :

Le volcan est en éruption ; il est entré de nouveau en activité dans la nuit du vendredi 3 janvier.

Le président Dole est parti hier pour l'île d'Hawaii. Il sera absent environ trois semaines. Il s'occupera en son absence de la question des terres et des forêts.

Carl Klemme, un exilé, revenu sans la permission du gouvernement, a été arrêté sous l'accusation de conspiration. Il sera défendu par Charles Creighton, chassé du pays à peu près en même temps que Klemme, mais revenu depuis quelque temps avec la permission du gouvernement.

La corvette italienne Cristoforo Colombo, commandée par le capitaine Bertolin, est arrivée le 7 janvier de Talti après une traversée de onze jours. Le navire a fait du charbon et est parti pour Esquimault, Colombie Britannique, le 13.

Le croiseur des Etats-Unis, Baltimore, a dû partir le 10 pour Mare Island. Le Bennington reste à Honolulu.

AUX ILES SAMOA.

Soulèvement contre le Président Schmidt.

L'abolition de ses fonctions.

Presse Associée.

San Francisco, 16 janvier—Le steamer Mariposa est arrivé d'Apia ce matin et apporte la nouvelle d'un soulèvement des négociants de Samoa contre le président Schmidt.

Les affaires étant mauvaises, la population a critiqué le gouvernement, comme dans tous les pays.

Plusieurs des principaux négociants ont discuté la situation, et il a été établi que quatre-vingt-cinq pour cent des revenus du gouvernement et de la municipalité sont employés à payer les salaires des fonctionnaires.

Les principaux négociants se sont réunis et ont adopté unanimement diverses résolutions.

Il est reconnu, après plusieurs années d'expérience, que les fonctions du président, qui reçoit $5,000 par an de la municipalité d'Apia, sont entièrement impraticables ou qu'elle ne sont d'aucune utilité et un fardeau pour la communauté ; que comme conseiller du roi, le président n'obtiendra jamais de succès.

A l'appui de cette déclaration, les résolutions adoptées rappellent que le roi et le gouvernement ont jugé nécessaire d'envoyer une pétition aux puissances signataires du traité pour le renvoi du président Schmidt.

Les résolutions établissent de plus que comme président du conseil municipal son succès est aussi nul.

La commission des négociants déclare que les citoyens sont capables d'administrer leurs affaires, principalement parce qu'ils ont les trois consuls comme commission de contrôle.

Comme trésorier et percepteur des contributions, il est déclaré qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un homme payé cinq mille dollars par an pour diriger un service de douanes insignifiant et surveiller quelques rares employés.

D'autant plus qu'il y a de nombreux négociants dans le pays qui pourraient remplir les fonctions, en fournissant un cautionnement, d'une façon beaucoup plus satisfaisante et pour un salaire nominal.

D'un autre côté, depuis la ratification du traité de Berlin, les étrangers se sont constamment conformés à ses règlements et payé les taxes imposées, tandis que les natifs n'ont pas agi de même.

En conséquence, il est demandé aux trois puissances de rappeler le président Schmidt et de permettre à leurs représentants, les trois consuls, de prendre la direction des affaires.

Il a été résolu ensuite d'envoyer un rapport aux membres du Conseil municipal afin de leur permettre d'approuver ou de désapprouver les résolutions.

Cette mesure a été prise, mais les conseillers municipaux ont refusé de recevoir les membres de la commission. L'indignation soulevée par cette décision a été telle que quatre des six conseillers ont immédiatement donné leur démission.

Toutefois, à une séance extraordinaire tenue peu après, les membres du Conseil ont adopté à l'unanimité les résolutions présentées par la commission du peuple, y compris l'abolition des fonctions de président, et ont ajouté que les droits de douane imposés *ad valorem* doivent être élevés de deux à dix pour cent.

Les choses prirent alors un aspect ridicule, mais la population veillait et obtint un nombre suffisant de signatures de conseillers municipaux pour exiger du président une séance extraordinaire pour recevoir sa démission et rendre un décret pour de nouvelles élections.

Malheureusement une erreur fut commise, car la réunion fut fixée pour le mardi 23 décembre, tandis qu'elle eut dû porter le mardi 24 décembre.

Le président découvrit l'erreur et il répondit en demandant la date exacte. En attendant, il prit un congé d'une semaine.

La question en est à ce point, mais la population est résolue, même si la force est nécessaire, à changer l'état de choses actuel.

Le procès des Anglais arrêtés au Transvaal.

Dépêche de Sir Hercules Robinson à M. Chamberlain.

Presse Associée.

Londres, 16 janvier—Le ministre des colonies, M Joseph Chamberlain, a reçu aujourd'hui une réponse à sa dépêche au gouverneur de la colonie du Cap, Sir Hercules Robinson, demandant des détails sur l'arrestation de sujets anglais et autres au Transvaal à la suite des troubles récents.

Le gouverneur dit :

En réponse à votre demande de détails, je vous annoncerai que cinquante ou soixante individus ont été arrêtés sous l'accusation de haute trahison et de tentative de renversement du gouvernement en invitant une force armée à coopérer

Je comprends que les procédures sont basées sur des témoignages donnés sous serment, et que les accusés comparaîtront devant la haute cour. Les prisonniers sont bien traités et seront défendus par des avocats capables.

Il est allégué que les autorités possèdent des documents prouvant une vaste conspiration contre le gouvernement, dans le but d'employer les richesses du pays à rétablir les finances de la Compagnie de l'Afrique du sud.

J'ai demandé avec instance au président Kruger d'agir avec modération, afin de pas s'aliéner la sympathie dont il jouit maintenant.

La question de mise sous caution des accusés dépend entièrement du procureur-général. Le gouvernement semble agir dans la limite de ses droits.

Le secrétaire de M. Chamberlain annonce que des avocats du gouvernement anglais suivront le procès et défendront les intérêts des prisonniers anglais, américains et belges.

La Havane sans communications avec l'intérieur.

Presse Associée.

Madrid, 16 janvier—Des dépêches de la Havane annoncent que les rebelles ont coupé toutes les voies de communication par terre avec l'intérieur, excepté la courte ligne de chemin de fer de la Havane à Mariano, et celle qui relie Ragla et Guanabacoa, deux faubourgs de la capitale

De sorte que les voies maritimes sont seules ouvertes pour mettre en communication la Havane et les provinces qui demeurent soumises aux autorités.

Le Comte Von Kanitz et le monopole des grains.

Presse Associée.

Berlin, 16 janvier—Pendant la discussion au Reichstag, aujourd'hui, du projet de monopole des grains, le comte Von Kanitz a déclaré qu'une telle mesure n'élèverait pas le prix du pain. L'auteur du projet a également dit que le plan n'a pas un caractere aussi radical qu'on veut le prétendre, et que le but est de favoriser les paysans.

Le comte Von Kanitz a terminé son discours par la remarque suivante :

Le gouvernement considère peut-être la question, mais les campagnes sont désolées et nous voulons des faits et non des mots.

La Convention Franco-Anglaise.

Presse Associée.

Paris, 16 janvier—A une réunion du conseil tenue ce matin, M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, a annoncé que la convention franco anglaise, au sujet du Siam, a été signée hier, et que d'après les termes de cette convention, le Mei-Kong devient la frontière.

Les deux puissances s'engagent à ne pas envoyer de force armée dans la vallée de la Menam, mais les territoires siamois à l'ouest et à l'est de cette région ne sont pas compris dans cette clause.

Remerciements du gouvernement américain.

Presse Associée.

Londres, 16 janvier—Le Foreign Office a reçu de l'ambassadeur des Etats-Unis en Angleterre, l'honorable Thomas F. Bayard, une note annonçant qu'il a reçu de son gouvernement l'instruction de présenter à la Grande Bretagne des remerciements pour ses services gracieux envers les Américains du Transvaal.

Triomphe des Anglais.

Presse Associée.

Londres 16 janvier—Une dépêche de Cape Coast Castle à l'Exchange Telegraph Company dit que le roi des Achantis, Prempeh, a accepté les conditions imposées par les Anglais.

La Lettre de Victoria au Sultan.

Presse Associée.

Constantinople, 16 janvier—La lettre de la reine Victoria au sultan de Turquie exprime l'espoir que la paix sera bientôt rétablie en Anatolie.

NOUVELLES AMÉRICAINES.

Les mines d'or du Vénézuéla.

A la Chambre de Commerce de New York.

Presse Associée.

New York, 16 janvier—Les membres de la Chambre de Commerce de New York se sont réunis hier soir en séance privée pour s'occuper du Vénézuéla.

L'ex maire Hewitt, qui présidait, a refusé de parler de ce qui s'est passé. Mais il a fait la déclaration suivante :

"Les personnes intéressées dans les entreprises minières savent généralement que le Vénézuéla est extrêmement malsain. Ce pays est près de l'équateur, et une grande partie du territoire n'est qu'un vaste marais. Cette région exhale des miasmes qui rendent le séjour impossible aux blancs, et sont même très dangereux pour les natifs.

Tous les ans, des inondations se produisent et les marais deviennent une véritable mer d'où se dégagent des gaz délétères. Un blanc ne peut travailler plus de trois jours dans les mines sans être atteint de la fièvre, et un natif ne dure généralement pas plus de neuf mois.

C'est un territoire que personne ne désire posséder et chacun veut se défaire de la partie qui lui appartient. Nous considérerions comme criminelle toute tentative d'organisation d'une compagnie pour l'exploitation de ces champs d'or. Les blancs les transformeraient en un vaste cimetière.

Tentative d'Empoisonnement.

Quatorze Personnes Malades.

Presse Associée.

Gallatin, Tennessee, 16 janvier — Quatorze personnes ont été empoisonnées la semaine dernière chez T. J. Merryman, un fermier résidant à trois milles de Dixon Springs, Tennessee.

Merryman avait invité de nombreux voisins pour l'aider à un certain travail.

Vingt-huit sont venus, et, après le dîner, quatorze d'entre eux sont tombés malades avec tous les symptômes d'un empoisonnement.

Des médecins furent appelés en toute hâte, et avec des antidotes et des pompes stomacales ont réussi à sauver les malheureux. Trois, cependant, W. Harper, G. Gregory et L. Burris sont toujours dans un état critique.

Les médecins déclarent qu'ils ont reconnu tous les symptômes de l'empoisonnement par l'arsenic.

Les autorités vont procéder à une enquête, car on suspecte fortement que l'empoisonnement n'est pas accidentel.

Augmentation de tarif.

Presse Associée.

San Francisco, 16 janvier—La compagnie de navigation Pacific Mail annonce une augmentation de soixante-dix pour cent dans le tarif de transport entre San Francisco et New-York. Ce tarif atteint toutes les denrées principales.

Mort d'un journaliste.

Presse Associée.

Chicago, 16 janvier—Mme Martha E Holden, bien connue des lecteurs de beaucoup de journaux sous le nom de Amber, est morte d'un cancer ce matin à trois heures et demie à l'hôpital St-Luc de Chicago.

Mort d'un ancien Congressman.

Presse Associée.

Dover, Delaware, 16 janvier—L'ex-congressman N. B. Smithers, qui fut aussi secrétaire d'Etat sous les gouverneurs Cannon et Marvel, est mort aujourd'hui à sa résidence de Dover, à l'âge de soixante-dix-huit ans.